

Opération d'un détachement de l'ANP
à Ain Defla
**Trois terroristes
abattus**

Page 24

Le Portugal relève la fragilité de la sécurité énergétique de l'UE
**L'Algérie sollicitée
pour approvisionner l'Europe**

Page 2



LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3509 - Mercredi 11 mars 2015 - Prix : 10 DA

Un taux de prévalence en progression

**15 000 nouveaux
cas de diabète
chaque année**

Page 2



Des citoyens sont envoyés à la morgue chaque jour

L'hécatombe routière, de mal en pis...

Page 4

**Marche forcée vers
la paix en Libye**

Par Mohamed Habili

Il est impossible de ne pas le relever : le général Haftar, dans son discours devant le Parlement de Tobrouk faisant suite à sa désignation comme chef suprême de l'armée nationale libyenne, n'a pas eu un mot sur le processus de paix mené depuis des mois sous l'égide de l'ONU. Souvent on dit qu'un exemple vaut mieux qu'un discours. Il peut arriver qu'un silence, ou une omission, ait un pouvoir éclairant plus grand encore, en particulier quand on s'attend à ce que quelque chose soit dit et que finalement il ne le soit pas. Après Skhirat au Maroc, c'est hier à Alger que le dialogue interlibyen est censé s'être renoué. On ne sait même pas du reste si ce sont les mêmes parties qui se sont réunies à Skhirat qui reprennent langue à Alger, ou si elles sont différentes. Toutefois, il ne semble pas que l'émissaire de l'ONU, Bernardino Leon, à qui Alger néanmoins apporte tout son soutien, prenne part aux négociations, si le mot convient, qui ont débuté hier. A Skhirat, les parties prenantes se sont séparées sur la promesse de poursuivre le dialogue, non pas à Alger, mais en Libye même, en vue de former un gouvernement d'union nationale. Quoi qu'il en soit, à Alger aussi, c'est aussi de cela qu'il est question : mettre sur pied d'un commun accord un gouvernement unitaire, à qui ensuite incombera la tâche de conduire la transition.

Suite en page 3

Début de la réunion de chefs de partis et de militants politiques

L'avenir de la Libye se joue à Alger



Ph > D. R.

Selon Messahel, accédant à la volonté des parties libyennes, l'Algérie mène une action intensive et déploie une diplomatie sereine et sûre en coordination permanente avec les Nations unies afin de réunir les parties libyennes qui condamnent la violence et combattent le terrorisme autour de la même table du dialogue.

Lire page 3

Hommage

**Grine distingué, symboliquement,
huit Algériennes «méritantes»**

Page 4

Récital du maestro italien Uto Ughi à Alger

**Un voyage dans le répertoire
universel de musique classique**

Page 13

Le Portugal relève la fragilité de la sécurité énergétique de l'UE

L'Algérie sollicitée pour approvisionner l'Europe

■ La réunion de la 4^e Commission de haut niveau entre l'Algérie et le Portugal tenue hier à Alger a été une occasion pour discuter de la coopération économique notamment l'approvisionnement de l'Europe en énergie, tout en affichant des convergences concernant la Libye et ce qui s'autoproclame «Daech».

Par Nacera Chennafi

L'Union européenne veut s'assurer de sa sécurité énergétique à travers des négociations avec l'Algérie pour un approvisionnement en pétrole et en gaz naturel. Cette préoccupation a été transmise hier par le Premier ministre portugais Pedro Passos Coelho pour les autorités algériennes. Dans une conférence de presse conjointe animée hier par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal et son homologue portugais au Palais du gouvernement à Alger, Sellal a expliqué que le responsable portugais a exprimés aux responsables algériens les craintes des pays de l'Union européenne de la Russie et leurs besoins d'approvisionnement en énergie. Interrogé sur le recul du potentiel énergétique, notamment en pétrole selon des spécialistes et si ceci pourrait constituer une contrainte pour que l'Algérie puisse approvisionner l'Europe en énergie, le Premier ministre a assuré que quand l'Algérie signe une convention, elle l'applique sans «politisation». A ce propos, il a rappelé que l'Algérie assure l'approvisionnement de l'Europe à travers la Tunisie, le Maroc et l'Espagne et s'attend à un soutien de l'Union européenne pour l'aboutissement de transfert du gaz à travers la Sardaigne «italie». Dans ce cadre, il a ajou-

té que l'Algérie découvre chaque année des réserves en énergie qui vont dans la perspective de 2033 avant de glisser un message en dialecte algérien concernant l'exploration de gaz de schiste, «on a approché le gaz de schiste, darou fina hala» (ils nous ont malmenés...). D'autre part, il a indiqué que l'année prochaine, l'Algérie va renouveler ses contrats avec différents pays et à cet effet, elle est tenue de savoir le taux de ses réserves en énergie ajoutant que la politique algérienne est orientée vers le «mix énergétique», notamment, la production de l'énergie solaire et son exportation vers l'Europe, comme c'était le cas de projet «Desertec» qui était négocié avec l'Allemagne et qui n'a pas abouti mais sans donner d'explication s'il s'agit de relancer ce même projet ou bien un nouveau projet. Par ailleurs, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal a annoncé la préparation avec le Forum des chefs d'entreprise et les ministres «une grande réunion sur l'économie en Afrique» soulignant que les Qataris ont demandé la participation à cette rencontre. De son côté, le Premier ministre portugais a affirmé que son pays est intéressé beaucoup plus par l'énergie. «L'Europe présente une fragilité en sécurité énergétique notamment en gaz naturel» a-t-il dit avant de rappeler que l'Algérie est fournisseur d'énergie de l'UE



Ph.E. Sonnyad/A.

et compte intensifier cet échange et aussi s'intéresser aux énergies renouvelables, dont l'énergie solaire. D'autre part, il a assuré que son pays va travailler en sorte à dépasser la situation de blocage en matière de bâtiment tout en affirmant que pour le privé, l'Etat ne peut pas imposer aux entreprises privées d'investir en bâtiment.

Convergence sur Daech et la Libye

En politique, le responsable portugais indique que son pays partage la même inquiétude concernant la situation en Libye et la solution inclusive et la voie

de dialogue. Selon lui, ce dialogue a un double objectif ; il s'agit de garantir l'intégrité du territoire libyen et créer un esprit favorable à la mise en place d'un gouvernement d'union nationale libyen. Pour Pedro Passos Coelho, il y a un intérêt partagé avec l'Algérie pour combattre l'extrémisme islamique, le terrorisme et tout autre radicalisme religieux. Sur les questions politiques, Sellal a parlé de la convergence entre les deux pays notamment sur les questions régionales, «Daech ou autres, la Libye et le Sahel». Et «on est pour les solutions politiques pour toute crise et non pour le choix direct de la solution militaire qui pourrait

avoir de graves conséquences» a-t-il précisé. A propos de la Libye, il a indiqué que 20 représentants des parties libyennes sont à Alger dans le cadre de dialogue inter-libyen ajoutant que la problématique en Libye est «plus difficile» qu'au Mali. Par ailleurs, l'Algérie et le Portugal ont signé, neuf accords portant sur la coopération dans divers secteurs entre les deux pays. Ainsi, six mémorandums, notamment dans le domaine de l'énergie, deux protocoles de coopération et un programme d'échange culturel ont été signés par les ministres des secteurs concernés.

N. C.

Algérie-Tunisie Djellab évoque avec son homologue tunisien la coopération financière

LE MINISTRE des Finances Mohamed Djellab, s'est entretenu mardi à Alger avec son homologue tunisien Slim Chaker sur l'état de la coopération financière bilatérale, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, les deux ministres ont passé en revue l'état d'avancement des relations financières bilatérales, ainsi que les actions à mettre en œuvre pour leur développement et leur consolidation, selon le communiqué. A cette occasion, les deux responsables, ont également procédé à un échange de points de vue sur l'évolution de l'économie mondiale et régionale, notamment celle des pays du Maghreb, souligne encore la même source.

Ghani Y.

Un taux de prévalence en progression

15 000 nouveaux cas de diabète chaque année



La prévalence du diabète prend de plus en plus d'ampleur en Algérie. 15 000 cas de diabétiques sont recensés chaque année. La population algérienne souffre de plus en plus de diabète. De récents chiffres annoncés par l'Association des diabétiques de la wilaya d'Alger, ont révélé que l'Algérie compte près de 15 000 cas de diabétiques chaque année. Pour la wilaya d'Alger, plus de 500 nouveaux cas de diabète sont recensés. «En 2014, il y a eu 576 nouveaux cas de diabète recensés au niveau de la wilaya d'Alger contre 562 en 2013», a relevé le président de l'association

des diabétiques de la wilaya d'Alger, Fayçal Ouahada dans son intervention à l'occasion d'une journée d'études sur le thème du «Médecin généraliste et diabète». Des chiffres jugés inquiétants par les spécialistes qui craignent une explosion de la pathologie.

Selon lui, le nombre de nouveaux cas enregistrés dans la wilaya a baissé en quelques années, car il était de 670 en 2007 et de 782 en 2008. En chiffres cumulés, le président de l'association a indiqué que 30 000 cas de diabètes ont été dépistés entre 1993 et 2014 dans la même wilaya. Le taux de prévalence est, selon les spécialistes, en augmentation constante. Au niveau national, 15 000 nouveaux cas sont détectés chaque année et la prise en charge d'un seul patient revient à 14 000 DA par mois, ce qui nécessite, selon Ouahada la généralisation de l'assurance sociale à tous les malades pour se procurer des médicaments et accéder aux soins.

De son côté, le professeur Z. Arbouche, chef du service de diabétologie au CHU de

Beni Messous à Alger, a souligné qu'il y a «environ 2 millions de diabétiques de type II en Algérie. Les diabétologues du pays ne peuvent pas soigner toute cette population d'où l'intérêt du rôle du médecin généraliste appelé à faire du dépistage et de la prise en charge des malades». Les spécialistes ont mis l'accent, sur l'urgence de mettre en place une stratégie de lutte contre la pathologie basée sur la prévention pour faire baisser la prévalence inquiétante du diabète. À ce propos, plusieurs professionnels ont insisté sur l'impératif de respecter une hygiène de vie saine, d'éviter la consommation des repas rapides, de pratiquer une activité sportive régulière afin de limiter la sédentarité.

Pour les spécialistes, si le nombre de diabétiques ne cesse d'augmenter en Algérie, c'est en raison de la persistance de plusieurs facteurs à risque dont principalement l'obésité. Pour venir à bout de ce problème de santé publique, les spécialistes appellent à l'urgence d'instaurer une stratégie efficace qui commencerait par la lutte contre l'obésité, le renforcement des moyens de prévention, à travers l'éducation sanitaire des citoyens et le diagnostic précoce de la maladie.

Louiza Ait Ramdane

- Début de la réunion de chefs de partis et de militants politiques -

L'avenir de la Libye se joue à Alger

■ Selon Messahel, accédant à la volonté des parties libyennes, l'Algérie mène une action intensive et déploie une diplomatie sereine et sûre en coordination permanente avec les Nations unies afin de réunir les parties libyennes qui condamnent la violence et combattent le terrorisme autour de la même table du dialogue.

PHS/DR



Bernardino Leone



Abdelkader Messahel

Par Meriem Benchaouia

L'Algérie qui a acquis un certain crédit dans les médiations, a consenti beaucoup d'efforts pour aider la Libye à sortir de l'ornière. Afin de permettre aux différentes parties libyennes d'arriver à une solution politique consensuelle en vue de former un gouvernement d'union nationale qui aura pour mission la gestion de l'étape de transition, les travaux de la réunion regroupant vingt chefs de partis et de militants politiques libyens ont débuté hier à Alger avec le soutien de l'Algérie et sous l'égide des Nations unies. La cérémonie d'ouverture des travaux a été présidée par le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel, en présence de l'envoyé spécial des Nations unies pour la Libye,

Bernardino Leone. Selon Messahel, «accédant à la volonté des parties libyennes, l'Algérie mène une action intensive et déploie une diplomatie sereine et sûre en coordination permanente avec les Nations unies afin de réunir les parties libyennes qui condamnent la violence et combattent le terrorisme autour de la même table du dialogue avec pour objectifs la préservation de l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale, le rejet de toute ingérence étrangère et du terrorisme et l'édification d'un Etat moderne». Dans une allocution à cette occasion, M. Messahel a affirmé que l'Algérie, qui «partage avec la Libye sœur des relations de voisinage, la lutte contre le colonialisme et une histoire commune, ne pouvait rester les bras croisés alors que les frères libyens en proie à la fitna traversent la plus dangereuse des étapes menaçant

leur pays et leur unité». L'Algérie «n'a ménagé aucun effort pour accompagner les frères en Libye et œuvré à unifier les rangs et trouver une issue à la crise dans ce pays», a-t-il ajouté. Par ailleurs, la chef de la diplomatie de l'Union européenne (UE) Federica Mogherini a exhorté les parties en conflit à trouver les compromis nécessaires pour conclure un accord sur un gouvernement d'union dans les jours qui viennent, évoquant une «ultime chance» de règlement du conflit. «Les dirigeants politiques libyens doivent faire tout leur possible pour trouver les compromis nécessaires, pour saisir cette ultime chance et se mettre d'accord sur un gouvernement transitoire d'union nationale», a affirmé M^{me} Mogherini. «Cela doit intervenir dans les jours et non dans les semaines qui viennent». «Il faut remettre le pays sur pied et il reste

peu de temps», a-t-elle ajouté en soulignant que «la crise s'aggrave», poussant des milliers de migrants à prendre la mer, et que l'organisation autoproclamée «Etat islamique étend son influence». «Un gouvernement d'union en Libye sera essentiel pour traiter ces problèmes et pour donner à tous les Libyens la sécurité et les conditions de vie décentes qu'ils méritent», a-t-elle estimé. Pour sa part, l'envoyé spécial de la Ligue arabe pour la Libye, Nacer Al-Qodwa, avait affirmé lors d'une visite mardi à Alger, qu'une solution politique était nécessaire en Libye «afin d'éviter une détérioration de la situation» dans ce pays. M. Al-Qodwa avait souligné que l'Algérie «était un grand pays arabe, voisin de la Libye, et joue un rôle central dans le groupe des pays voisins de la Libye» pour aider cette dernière à sortir de la crise. **M. B.**

Messahel :

«Un point de départ prometteur» sur la voie d'une solution consensuelle

Le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel, a affirmé que la réunion mardi à Alger des chefs de partis et militants politiques libyens constituait un «point de départ prometteur» pour la réalisation du consensus national auquel aspire le peuple libyen. La réunion d'Alger «constitue un point de départ prometteur dans les efforts des frères libyens qui trouveront auprès de l'Algérie et de sa direction politique clairvoyante, soutien et disposition pour la réalisation du consensus national auquel aspire le peuple libyen frère, notamment la formation d'un gouvernement d'union nationale», a indiqué M. Messahel à l'ouverture des travaux de la rencontre. Il a estimé que cela représentait «une solution qui jette les bases pour davantage de stabilité et permet à la Libye de lutter efficacement contre le terrorisme». Il a précisé que «l'Algérie qui partage avec la Libye des relations de voisinage, la lutte contre le colonialisme et une histoire commune, ne pouvait rester les bras croisés alors que les frères libyens en proie à la fitna, traversent la plus

dangereuse des étapes menaçant leur unité nationale et intégrité territoriale», soulignant que l'Algérie «n'a ménagé aucun effort pour accompagner les frères libyens et œuvré à unifier les rangs et trouver une issue à la crise dans ce pays». «Les développements graves sur la scène libyenne et la grande menace sécuritaire qui pèse sur la région ainsi que tous les défis qui en découlent nous dicent, aux frères libyens particulièrement, de redoubler d'efforts dans un climat de solidarité et de coordination pour faire face aux menaces».

La solution de la crise entre les mains des Libyens

Par ailleurs, M. Messahel s'est dit convaincu que la solution de la crise «est entre les mains des Libyens eux-mêmes», ajoutant qu'«il est de notre devoir en tant que frères de les aider à trouver la solution qu'ils choisissent eux-mêmes en toute souveraineté». L'Algérie est convaincue que «les frères (en Libye), toutes tendances confondues, ont la

sagesse, le patriotisme et le courage nécessaires pour faire prévaloir l'intérêt supérieur du peuple libyen», a-t-il ajouté. Les libyens sont «tout à fait conscients qu'ils sont devant une étape décisive de l'histoire pour décider du devenir de leur pays et édifier la nouvelle Libye à laquelle aspirent tous les Libyens», a affirmé M. Messahel. Le règlement pacifique de la crise libyenne «exige, outre la détermination des parties libyennes, davantage de patience et de persévérance et l'adhésion de bonne foi à ce processus, au regard de la complexité et des défis de la crise libyenne». La présence des frères libyens en Algérie «est une preuve indéniable de leur détermination à aller de l'avant vers un consensus à même de mener la Libye sœur à bon port». Le ministre a saisi l'occasion pour saluer les efforts «précieux» consentis par l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Libye Bernardino Leone «en faveur d'un dialogue interlibyen inclusif à même d'aboutir à un accord sur un gouvernement d'union nationale», tout en lui réitérant «le soutien total» de l'Algérie. **APS**

LA QUESTION DU JOUR

Marche forcée vers la paix en Libye

Suite de la page une

Le temps où la diplomatie algérienne croyait faire avec la crise libyenne aussi bien qu'avec la crise malienne est à l'évidence dépassé. En l'occurrence, elle se dit seulement «raisonnablement optimiste» sur les chances de succès de cette nouvelle rencontre algéroise. Autant dire qu'elle n'y croit pas vraiment. C'est qu'à l'impossible nul n'est tenu. En fait, ce dont Alger ne veut à aucun prix, c'est une intervention étrangère qui serait en quelque sorte la conséquence directe de l'échec des négociations, où que celles-ci se déroulent, en Algérie, au Maroc, ou dans un pays tiers. Or cette éventualité est de moins en moins probable. C'est que le gouvernement de Tobrouk, qui la demandait, avec l'appui de quelques-uns des pays voisins, a depuis quelque temps cessé d'y appeler. Son principal soutien dans la région, l'Egypte, y est non moins opposée que l'Algérie. La nomination du général Haftar à la tête de l'armée libyenne, à l'existence de laquelle les milices islamistes installées font mine de ne pas croire, est le deuxième indice que le gouvernement de Tobrouk n'est plus partisan de l'intervention étrangère. Serait-ce qu'il se croie désormais en mesure d'obtenir la reddition du gouvernement de Tripoli par la force ? Pas nécessairement. Car il se peut bien que s'il y a guerre, elle ne soit pas entre les forces armées respectives des deux gouvernements, mais entre eux deux réunis et un ennemi commun : la mouvance jihadiste dont on sait qu'elle a prêté allégeance à l'Etat islamique en Irak et en Syrie. Or chaque jour qui passe accrédite davantage ce scénario. Au rythme où vont les événements en Libye, dont le cours se règle en partie au moins sur ceux de Syrie et d'Irak, où se joue l'avenir même du monde arabe, les forces politiques qui tiennent Tripoli seront bientôt dans l'obligation de choisir entre la légalité nationale et internationale, qui est à Tobrouk, et Daech, pour autant qu'elles ne veuillent pas se retrouver toutes entières dans le même camp que celui du terrorisme. La diplomatie algérienne en est si parfaitement consciente que dans le même temps qu'elle œuvre à une solution politique elle tient désormais à signaler que le terrorisme en est de toute façon exclu, ce qui suppose que la guerre contre lui, dans laquelle son pays est disposé à prendre sa part, fait partie intégrante du processus de paix en Libye. **M. H.**

Des citoyens sont envoyés à la morgue chaque jour

L'hécatombe routière, de mal en pis...

■ Des accidents aux lourdes conséquences s'inscrivent chaque jour sur les listes macabres communiquées par les services de la Protection civile, de la police ou de la gendarmerie.

Par Thinhinene Khouchi

Les accidents de la route, un sujet qui a fait couler beaucoup d'encre ces dix dernières années et cela malgré les différentes lois et sanctions prises. A titre d'exemple, déclinant le plus récent bilan, selon les services de la Protection civile, quarante-neuf personnes ont trouvé la mort et 1 000 autres ont été grièvement blessées dans des accidents de la circulation enregistrés

Abdelmalek Boudiaf : «Tous les hôpitaux du pays seront réhabilités»

UN PROGRAMME de réhabilitation de l'ensemble des établissements de santé publique a été élaboré et sera mis en exécution incessamment, a affirmé mardi à Blida, le ministre de la Santé.

«Des entreprises spécialisées seront engagées pour la mise en œuvre de ce programme visant à assurer la sécurité des malades et du personnel médical et paramédical exerçant au niveau des structures hospitalières en service depuis plusieurs années», a déclaré Abdelmalek Boudiaf, en marge d'une visite au CHU de psychiatrie Frantz-Fanon (Blida), où est survenu dans la matinée un incendie, ayant causé la mort de deux malades et des blessures à deux autres personnes.

«Avant cet incendie, d'autres hôpitaux ont enregistré des incidents similaires à El Khroub (Constantine) et à Sidi Bel-Abbès. Il est aujourd'hui, plus que jamais temps, de prendre des mesures urgentes en vue de réhabiliter l'ensemble des établissements de santé au niveau national», a encore affirmé le ministre.

Les services du contrôle technique des constructions (CTC) et l'entreprise nationale d'agrèage et du contrôle technique seront associés à l'exécution de ce programme de réhabilitation «afin d'assurer une meilleure qualité des travaux», a ajouté le ministre, mettant l'accent sur le «caractère urgent» de cette opération au vu de la vétusté d'un grand nombre de structures hospitalières qui «constituent, aujourd'hui, une menace réelle aussi bien pour les malades que pour le personnel médical et paramédical».

Les agents de sécurité exerçant au niveau des hôpitaux «seront de leur côté, formés dans les techniques de secourisme et d'extinction des incendies en collaboration avec la Protection civile afin d'assurer une prompt intervention avant l'arrivée des pompiers», a par ailleurs, indiqué le ministre.

Halim N./APS

trés entre le 1^{er} et le 7 mars au niveau national. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Biskra avec 7 morts et 40 blessés dans 29 accidents, relève la même source. Ces chiffres viennent rappeler la gravité de la situation. Des accidents aux lourdes conséquences s'inscrivent chaque jour sur les listes sanglantes rédigées par les services de la Protection civile, de la police ou de la gendarmerie. Alger avait affiché, à elle seule, plus de 85 morts pour l'année 2014 et près de 1 900 autres ont été blessés dans des accidents de la route, a indiqué un bilan du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'Alger. Les autres wilayas affichent des chiffres plus alarmants et pour ce qui est des causes des accidents, le facteur humain demeure à ce jour la principale cause, en raison notamment du non-respect du code de la route, avec un nombre effroyable d'accidents, soit plus de 95% du total d'accidents enregistrés. L'excès de vitesse vient en tête des infractions du code de la route, dont le



Ph.E. Sorayji/A.

non-respect des feux de signalisation et de la distance de sécurité. Les jeunes, notamment ceux âgés entre 18 et 29 ans et les nouveaux permis, sont les premiers responsables des accidents et les plus exposés à ce risque. La qualité des véhicules est mise en cause, la plupart des voitures sont non conformes aux

exigences de sécurité mondiale. Le bilan cite également l'augmentation du parc automobile à Alger durant les cinq dernières années qui compte près de deux millions de véhicules, écartant toutefois, l'état des véhicules qui ne représente que 28 cas seulement. Des mesures ont été prises pour faire face à ce drame

quotidien, mais des accidents et des dépassements continuent à être enregistrés dans les 48 wilayas du pays. Des lois plus sévères et des décisions ainsi que des sanctions doivent être prises pour minimiser les accidents de la route et faire en sorte que la sécurité revienne enfin sur nos routes.

T. K.

Hommage

Grine distingue, symboliquement, huit Algériennes «méritantes»



Le ministre de la Communication, Hamid Grine, a distingué lundi à Alger, à titre symbolique, huit femmes «méritantes» représentant divers horizons, à l'occasion de la Journée internationale de la femme.

Lors d'une réception organisée en leur honneur, en présence de quelques membres du gouvernement et d'autres personnalités, les femmes distinguées ont été récipiendaires de trophées de mérite pour leur parcours «méritoire». Celles qui ne sont plus de ce monde, ont été honorées à titre posthume.

Il s'agit, en premier lieu, d'une des icônes féminines de la révolution algérienne, Hassiba Ben Bouali, distinguée pour son «sacrifice». Le trophée de mérite a été remis à une connaissance de la famille de la défunte par M.Grine, lequel a souligné que celle-ci «avait préféré dédier sa vie à la fleur de l'âge

pour la cause d'indépendance plutôt que de vivre». La journaliste Zohra Sellami, veuve du premier président de l'Algérie indépendante, Ahmed Ben Bella, décédée en 2010, été honorée également à titre posthume pour son «courage». Le trophée de mérite a été remis au frère de la défunte, par la ministre de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication, Zohra Dourdour. En reconnaissance à son «engagement», la militante révolutionnaire et algérienne, Claudine Chaulet, a également été évoquée en cette circonstance.

C'est à son fils qu'a échu l'honneur de recevoir le trophée de mérite des mains de la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yamina Zerhouni.

Une autre moudjahida et journaliste, Zahia Khalfallah, a été distinguée pour sa «fidélité», le trophée lui ayant été remis par la

ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit. Pour son activisme particulier contre le harcèlement des travailleuses en milieu professionnel, Soumeiya Salhi, responsable de la section féminine au sein de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), a figuré parmi les femmes récompensées.

«Je milite depuis 40 ans et suis fière d'être aux côtés de celles qui ont été distinguées ce soir. J'ai une pensée pour toutes les militantes qui ont été intraitables», a-t-elle tenu à exprimer, après avoir été récipiendaire du trophée par le secrétaire général du ministère de la Communication, Abdelkader Lalmi.

Pour son «talent», la présentatrice de télévision Amina Nadir a été honorée, sa distinction lui ayant été remise par le directeur général de l'Agence de presse Algérie Presse Service (APS), Abdelhamid Kacha. Exprimant son «émotion» de figurer parmi les distinguées, la journaliste s'est réjouie que «l'environnement professionnel actuel» lui ait permis de «s'épanouir».

La militante des droits des femmes, Maya Azeggagh a été, par ailleurs, distinguée pour son «dévouement» et s'est vue remettre le trophée des mains du président de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel, Miloud Chorfi.

«Je dédie cette distinction à ma défunte mère ainsi qu'à mes maîtres sans lesquels je n'aurais pas été ce que je suis devenue», a déclaré la chanteuse Nacima Chabani, également honorée pour son «authenticité». Très émue, elle a reçu, à l'occasion de cette cérémonie, son trophée de mérite des mains de la ministre déléguée chargée de l'Artisanat, Aicha Tagabou.

Dans une allocution précédant la remise des trophées, M. Grine avait tenu à observer que «toutes les femmes algériennes sont méritantes» et que tous les noms sélectionnés «partagent un trait commun, celui de l'amour du pays», ajoutant qu'à travers ces distinctions «c'est toute l'Algérie qui est honorée».

APS

Fabrication de camions militaires Mercedes

Un important pas dans la relance industrielle

■ L'inauguration, hier, de la chaîne de production de camions militaires de type Mercedes Benz, à l'usine de la Société nationale des véhicules industriels (SNVI) de Rouiba, marque un important pas dans la relance de l'industrie mécanique du pays.

Par Lamia K.

Fruit d'un investissement algéro-émirati-allemand, la concrétisation de ce projet constitue «l'une des facettes du plan de relance économique» élaboré conformément aux orientations du président de la République Abdelaziz Bouteflika, a-t-on expliqué lors de cette inauguration. La cérémonie de sortie du premier camion militaire Mercedes-Zetros 2733 A, un véhicule industriel tout-terrain 6X6 de haute mobilité pour le transport de troupes, s'est tenue en présence du général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), ainsi que de représentants des deux partenaires émirati et allemand. Ainsi, la Société algérienne pour la production de poids lourds de marque Mercedes-Benz Rouiba (SAPPL-MB), implantée au siège de la SNVI, va livrer une première commande de 35 véhicules de ce type au ministère de la Défense nationale (MDN), a indiqué à la presse le président du conseil d'administration de cette société mixte, Hamoud Tazrouiti. Il est également prévu la livraison, en 2015 et 2016, d'un total de 1 296 véhicules Zetros de toutes gammes au MDN, a-t-il ajouté, soulignant que c'est la



première fois que le constructeur allemand Mercedes-Benz produit en CKD (Complete Knock Down) ce type de camions dans le monde. Lors de cette cérémonie, M. Gaïd Salah a visité l'unité de montage et a entendu un exposé présenté par les responsables de la société SAPPL-MB sur le processus de fabrication de ce véhicule doté de 6 roues motrices lui permettant la mobilité à toute épreuve. Il est aussi pourvu d'un moteur appuyé par un châssis à double essieu pouvant supporter un poids total de 27 tonnes, et est équipé de deux réservoirs de 300 litres chacun, lui assurant une autonomie nécessaire pour des missions de longue durée en terrain hostile, a-t-on précisé sur place. Une

démonstration de robustesse et de solidité de l'engin a même été effectuée sur un terrain accidenté. Pour sa part, le général major Rachid Chouaki, directeur des fabrications militaires au MDN, a indiqué que ce projet, qui devrait générer, d'ici cinq ans, près de 3 000 emplois, s'inscrit dans le cadre de la relance de la filière mécanique nationale.

Il a souligné, dans ce contexte, que ce partenariat, conclu avec Daimler, un partenaire technologique de renommée mondiale, permettrait aussi le développement de l'activité de sous-traitance pour le tissu industriel national dans ce secteur, et le transfert du savoir-faire. «Le Zetros 6X6 est un camion de premier choix. Ce véhicule fournira un appui aux

militaires sur le terrain, permettant d'intensifier le déplacement de nos troupes ou de nos matériels», a-t-il soutenu. La société SAPPL-MB, créée en 2012 avec un capital de 103 millions d'euros, est détenue à 51% par la partie algérienne à travers la SNVI (34%) et le ministère de la Défense nationale (17%), et à 49% par l'émirati Aabar tandis que l'allemand Daimler/Mercedes-Benz en est le partenaire technologique. Trois sociétés à capitaux mixtes avaient été créées en juillet 2012 dans le cadre de la mise en œuvre de protocoles d'accords algéro-émirati-allemands pour le développement de l'industrie mécanique nationale. Outre la SAPPL-MB, il s'agit de la société de fabrication de véhicules de marque Mercedes-Benz/SPA/Tiaret et de celle de fabrication de moteurs de marque également allemande (Mercedes-Benz, Deutz et MTU) SPA/Oued Hamimine (Constantine). L'usine de la SNVI de Rouiba, dont la production globale (civile et militaire) est destinée pour satisfaire les besoins du marché national dont notamment les institutions militaires, les entreprises publiques ainsi que le secteur privé, devra atteindre une cadence de fabrication de l'ordre de 15 000 camions, cars et bus annuellement, en 2018 et 2019.

L.K./APS

Investissement

Les sociétés américaines de sécurité intéressées par l'Algérie

Les sociétés américaines spécialisées dans la sécurité affichent un intérêt particulier pour le marché algérien, a affirmé à Alger un responsable américain, estimant que les technologies et solutions proposées par ces sociétés pourraient aider l'Algérie à tenir ses engagements en la matière. «Les sociétés américaines de contrôle et de sécurité sont très intéressées par le marché algérien. Ce sont des sociétés hautement impliquées dans l'industrie de la sécurité aux Etats-Unis et ailleurs», a affirmé lors d'un point de presse le secrétaire adjoint américain au Commerce et à l'Industrie, Marcus Jadotte. M. Jadotte, qui conduit une mission commerciale composée d'une trentaine de sociétés US spécialisées dans les technologies, équipements et solutions de sûreté et de sécurité, a indiqué avoir constaté, à travers ses ren-

contres avec des hauts responsables algériens «un engagement fort de la part de l'Etat algérien pour la sécurité des frontières, des individus et aussi des infrastructures du pays». «Cet engagement nécessite une technologie de pointe (...) et les sociétés présentes (à la mission) sont à la hauteur» pour accompagner le gouvernement algérien à tenir cet engagement, a-t-il souligné. A une question sur les raisons de la réticence des opérateurs américains pour investir davantage en Algérie, le secrétaire adjoint a noté que plusieurs sociétés de son pays sont, en effet, intéressées par le marché algérien. Cependant, a-t-il poursuivi, «il y a un contexte de concurrence régionale et mondiale en matière d'attractivité des IDE (investissements étrangers directs) et le climat d'affaires en est un facteur déterminant». A l'occasion de son

séjour en Algérie, M. Jadotte a été reçu notamment par les directeurs généraux des Douanes, de la Gendarmerie nationale et de la Sûreté nationale. Il devra être reçu également par les ministres des Finances et de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, a-t-il indiqué. Par ailleurs, le service commercial de l'ambassade des Etats-Unis en Algérie compte organiser d'autres missions économiques pour l'année 2015, notamment dans les domaines des TIC, des hydrocarbures, de la production d'électricité, de la santé, du bâtiment et des technologies de l'environnement, a fait savoir M. Jadotte. «Avec davantage de dialogue et une amélioration constante de l'attractivité du climat d'affaires en Algérie, il y aura beaucoup plus de sociétés américaines qui chercheront à investir en Algérie», a-t-il conclu. Lamia K./APS

Produits de large consommation à El-Bayadh

Plus de 54 millions DA de frais de péréquation de transport

Le montant des frais de péréquation de transport des produits de large consommation s'est élevé à plus de 54 millions DA, l'an dernier, dans la wilaya d'El-Bayadh, a-t-on appris hier des responsables de la direction locale du commerce. Cette forme de soutien représente 79,79 % de l'enveloppe allouée à l'opération et estimée à 70,40 millions DA, a indiqué le directeur du com-

merce, Abdelkader Mahi. Elle a permis la prise en charge du transport terrestre de 44 000 tonnes de ciment, produit le plus consommé, eu égard aux nombreux projets de développement en cours dans cette wilaya, a-t-il fait savoir. Ces frais ont concerné également le transport des produits alimentaires de large consommation, soutenus par l'Etat, à l'instar de la farine dont les approvision-

nements ont atteint les 6 000 tonnes, l'an dernier, et la semoule avec 787,1 tonnes, a précisé le même responsable. Le secteur du commerce compte, dans la wilaya d'El-Bayadh, neuf fournisseurs concernés par l'opération de péréquation des frais de transport, dont 7 qui approvisionnent la wilaya en ciment et deux autres en farine et semoule, a-t-il ajouté. La wilaya n'a

enregistré aucune perturbation dans l'opération d'approvisionnement des différents produits de consommation, et les services de contrôle ont veillé à la régulation de l'activité d'approvisionnement et la lutte contre la spéculation sous toutes ses formes. Le plan de travail a été reconduit pour l'année en cours, a assuré le directeur du commerce de la wilaya.

S.L.

Matières premières Légère hausse des prix mondiaux des transports maritimes

LES PRIX des transports de matières premières sèches se sont un peu repris mais demeurent lésés par une surabondance de navires, tandis que les tankers transportant des produits pétroliers restent fermes malgré un léger ralentissement d'activité à cause du froid. Indice phare du marché, le Baltic Dry Index (BDI), qui fournit une estimation moyenne des tarifs pratiqués sur 20 routes de transport en vrac de matières sèches (minerais, charbon, métaux, céréales, etc.) a fini vendredi à 565 points, son plus haut niveau depuis un peu plus d'un mois, contre 540 points une semaine auparavant. «Cela faisait un moment qu'une correction était attendue», selon des analystes, mais cela ne change pas grand-chose au moral du marché, le BDI restant pour le moment bien en dessous des niveaux de l'année dernière à la même période (au-dessus des 1 500 points). Le Baltic Panamax Index (BPI), qui synthétise les tarifs pour quatre routes (la plupart pour les céréales) empruntées par des navires de la catégorie «Panamax» a terminé en hausse vendredi à 587 points contre 540 points une semaine auparavant. Le Baltic Capesize Index 2014 (BCI 2014) a terminé la semaine à 470 points contre 521 points une semaine auparavant. De leur côté, l'activité des tankers transportant des produits pétroliers s'est un peu essouffée la semaine dernière, après le regain de vitalité de la semaine précédente. «Les taux ont grimpé à cause des retards causés par le froid sur la côte Est des Etats-Unis, et une demande ferme pour le fioul de chauffage venant d'Europe, mais le soufflé est retombé», a noté un courtier. «L'espace de stockage dans le Golfe du Mexique arrivant à sa limite, il a fallu faire sortir les produits», d'où une augmentation des cargaisons, a noté un autre courtier basé à New York. Mais le nombre de chargements a diminué en fin de semaine dernière tandis que dans le même temps le nombre de navires disponibles a augmenté, pesant ainsi sur les tarifs d'affrètement. Le Baltic Clean Tanker Index (BCTI), moyenne des prix pratiqués sur six routes de produits pétroliers raffinés (essence, gaz liquéfié, fioul de chauffage, etc.), a terminé à 677 points vendredi, contre 695 points sept jours auparavant. Les taux des bateaux transportant du brut et du fioul lourd sont restés pour leur part plutôt stables, une augmentation des chargements en provenance d'Afrique de l'Ouest ayant contrebalancé une petite baisse de vitalité dans la région du Moyen-Orient. L'indice Baltic Dirty Tanker Index (BDTI), moyenne des taux pratiqués sur dix-sept routes de transport de pétrole brut, a ainsi fini vendredi à 848 points contre 841 points la semaine précédente. R. E.

Fabrication de camions militaires Mercedes

Un important pas dans la relance industrielle

■ L'inauguration, hier, de la chaîne de production de camions militaires de type Mercedes Benz, à l'usine de la Société nationale des véhicules industriels (SNVI) de Rouiba, marque un important pas dans la relance de l'industrie mécanique du pays.

Par Lamia K.

Fruit d'un investissement algéro-émirati-allemand, la concrétisation de ce projet constitue «l'une des facettes du plan de relance économique» élaboré conformément aux orientations du président de la République Abdelaziz Bouteflika, a-t-on expliqué lors de cette inauguration. La cérémonie de sortie du premier camion militaire Mercedes-Zetros 2733 A, un véhicule industriel tout-terrain 6X6 de haute mobilité pour le transport de troupes, s'est tenue en présence du général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), ainsi que de représentants des deux partenaires émirati et allemand. Ainsi, la Société algérienne pour la production de poids lourds de marque Mercedes-Benz Rouiba (SAPPL-MB), implantée au siège de la SNVI, va livrer une première commande de 35 véhicules de ce type au ministère de la Défense nationale (MDN), a indiqué à la presse le président du conseil d'administration de cette société mixte, Hamoud Tazrouiti. Il est également prévu la livraison, en 2015 et 2016, d'un total de 1 296 véhicules Zetros de toutes gammes au MDN, a-t-il ajouté, soulignant que c'est la



première fois que le constructeur allemand Mercedes-Benz produit en CKD (Complete Knock Down) ce type de camions dans le monde. Lors de cette cérémonie, M. Gaïd Salah a visité l'unité de montage et a entendu un exposé présenté par les responsables de la société SAPPL-MB sur le processus de fabrication de ce véhicule doté de 6 roues motrices lui permettant la mobilité à toute épreuve. Il est aussi pourvu d'un moteur appuyé par un châssis à double essieu pouvant supporter un poids total de 27 tonnes, et est équipé de deux réservoirs de 300 litres chacun, lui assurant une autonomie nécessaire pour des missions de longue durée en terrain hostile, a-t-on précisé sur place. Une

démonstration de robustesse et de solidité de l'engin a même été effectuée sur un terrain accidenté. Pour sa part, le général major Rachid Chouaki, directeur des fabrications militaires au MDN, a indiqué que ce projet, qui devrait générer, d'ici cinq ans, près de 3 000 emplois, s'inscrit dans le cadre de la relance de la filière mécanique nationale.

Il a souligné, dans ce contexte, que ce partenariat, conclu avec Daimler, un partenaire technologique de renommée mondiale, permettrait aussi le développement de l'activité de sous-traitance pour le tissu industriel national dans ce secteur, et le transfert du savoir-faire. «Le Zetros 6X6 est un camion de premier choix. Ce véhicule fournira un appui aux

militaires sur le terrain, permettant d'intensifier le déplacement de nos troupes ou de nos matériels», a-t-il soutenu. La société SAPPL-MB, créée en 2012 avec un capital de 103 millions d'euros, est détenue à 51% par la partie algérienne à travers la SNVI (34%) et le ministère de la Défense nationale (17%), et à 49% par l'émirati Aabar tandis que l'allemand Daimler/Mercedes-Benz en est le partenaire technologique. Trois sociétés à capitaux mixtes avaient été créées en juillet 2012 dans le cadre de la mise en œuvre de protocoles d'accords algéro-émirati-allemands pour le développement de l'industrie mécanique nationale. Outre la SAPPL-MB, il s'agit de la société de fabrication de véhicules de marque Mercedes-Benz/SPA/Tiaret et de celle de fabrication de moteurs de marque également allemande (Mercedes-Benz, Deutz et MTU) SPA/Oued Hamimine (Constantine). L'usine de la SNVI de Rouiba, dont la production globale (civile et militaire) est destinée pour satisfaire les besoins du marché national dont notamment les institutions militaires, les entreprises publiques ainsi que le secteur privé, devra atteindre une cadence de fabrication de l'ordre de 15 000 camions, cars et bus annuellement, en 2018 et 2019.

L.K./APS

Investissement

Les sociétés américaines de sécurité intéressées par l'Algérie

Les sociétés américaines spécialisées dans la sécurité affichent un intérêt particulier pour le marché algérien, a affirmé à Alger un responsable américain, estimant que les technologies et solutions proposées par ces sociétés pourraient aider l'Algérie à tenir ses engagements en la matière. «Les sociétés américaines de contrôle et de sécurité sont très intéressées par le marché algérien. Ce sont des sociétés hautement impliquées dans l'industrie de la sécurité aux Etats-Unis et ailleurs», a affirmé lors d'un point de presse le secrétaire adjoint américain au Commerce et à l'Industrie, Marcus Jadotte. M. Jadotte, qui conduit une mission commerciale composée d'une trentaine de sociétés US spécialisées dans les technologies, équipements et solutions de sûreté et de sécurité, a indiqué avoir constaté, à travers ses ren-

contres avec des hauts responsables algériens «un engagement fort de la part de l'Etat algérien pour la sécurité des frontières, des individus et aussi des infrastructures du pays». «Cet engagement nécessite une technologie de pointe (...) et les sociétés présentes (à la mission) sont à la hauteur» pour accompagner le gouvernement algérien à tenir cet engagement, a-t-il souligné. A une question sur les raisons de la réticence des opérateurs américains pour investir davantage en Algérie, le secrétaire adjoint a noté que plusieurs sociétés de son pays sont, en effet, intéressées par le marché algérien. Cependant, a-t-il poursuivi, «il y a un contexte de concurrence régionale et mondiale en matière d'attractivité des IDE (investissements étrangers directs) et le climat d'affaires en est un facteur déterminant». A l'occasion de son

séjour en Algérie, M. Jadotte a été reçu notamment par les directeurs généraux des Douanes, de la Gendarmerie nationale et de la Sûreté nationale. Il devra être reçu également par les ministres des Finances et de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, a-t-il indiqué. Par ailleurs, le service commercial de l'ambassade des Etats-Unis en Algérie compte organiser d'autres missions économiques pour l'année 2015, notamment dans les domaines des TIC, des hydrocarbures, de la production d'électricité, de la santé, du bâtiment et des technologies de l'environnement, a fait savoir M. Jadotte. «Avec davantage de dialogue et une amélioration constante de l'attractivité du climat d'affaires en Algérie, il y aura beaucoup plus de sociétés américaines qui chercheront à investir en Algérie», a-t-il conclu. Lamia K./APS

Produits de large consommation à El-Bayadh

Plus de 54 millions DA de frais de péréquation de transport

Le montant des frais de péréquation de transport des produits de large consommation s'est élevé à plus de 54 millions DA, l'an dernier, dans la wilaya d'El-Bayadh, a-t-on appris hier des responsables de la direction locale du commerce. Cette forme de soutien représente 79,79 % de l'enveloppe allouée à l'opération et estimée à 70,40 millions DA, a indiqué le directeur du com-

merce, Abdelkader Mahi. Elle a permis la prise en charge du transport terrestre de 44 000 tonnes de ciment, produit le plus consommé, eu égard aux nombreux projets de développement en cours dans cette wilaya, a-t-il fait savoir. Ces frais ont concerné également le transport des produits alimentaires de large consommation, soutenus par l'Etat, à l'instar de la farine dont les approvision-

nements ont atteint les 6 000 tonnes, l'an dernier, et la semoule avec 787,1 tonnes, a précisé le même responsable. Le secteur du commerce compte, dans la wilaya d'El-Bayadh, neuf fournisseurs concernés par l'opération de péréquation des frais de transport, dont 7 qui approvisionnent la wilaya en ciment et deux autres en farine et semoule, a-t-il ajouté. La wilaya n'a

enregistré aucune perturbation dans l'opération d'approvisionnement des différents produits de consommation, et les services de contrôle ont veillé à la régulation de l'activité d'approvisionnement et la lutte contre la spéculation sous toutes ses formes. Le plan de travail a été reconduit pour l'année en cours, a assuré le directeur du commerce de la wilaya.

S.L.

Matières premières Légère hausse des prix mondiaux des transports maritimes

LES PRIX des transports de matières premières sèches se sont un peu repris mais demeurent lésés par une surabondance de navires, tandis que les tankers transportant des produits pétroliers restent fermes malgré un léger ralentissement d'activité à cause du froid. Indice phare du marché, le Baltic Dry Index (BDI), qui fournit une estimation moyenne des tarifs pratiqués sur 20 routes de transport en vrac de matières sèches (minerais, charbon, métaux, céréales, etc.) a fini vendredi à 565 points, son plus haut niveau depuis un peu plus d'un mois, contre 540 points une semaine auparavant. «Cela faisait un moment qu'une correction était attendue», selon des analystes, mais cela ne change pas grand-chose au moral du marché, le BDI restant pour le moment bien en dessous des niveaux de l'année dernière à la même période (au-dessus des 1 500 points). Le Baltic Panamax Index (BPI), qui synthétise les tarifs pour quatre routes (la plupart pour les céréales) empruntées par des navires de la catégorie «Panamax» a terminé en hausse vendredi à 587 points contre 540 points une semaine auparavant. Le Baltic Capesize Index 2014 (BCI 2014) a terminé la semaine à 470 points contre 521 points une semaine auparavant. De leur côté, l'activité des tankers transportant des produits pétroliers s'est un peu essouffée la semaine dernière, après le regain de vitalité de la semaine précédente. «Les taux ont grimpé à cause des retards causés par le froid sur la côte Est des Etats-Unis, et une demande ferme pour le fioul de chauffage venant d'Europe, mais le soufflé est retombé», a noté un courtier. «L'espace de stockage dans le Golfe du Mexique arrivant à sa limite, il a fallu faire sortir les produits», d'où une augmentation des cargaisons, a noté un autre courtier basé à New York. Mais le nombre de chargements a diminué en fin de semaine dernière tandis que dans le même temps le nombre de navires disponibles a augmenté, pesant ainsi sur les tarifs d'affrètement. Le Baltic Clean Tanker Index (BCTI), moyenne des prix pratiqués sur six routes de produits pétroliers raffinés (essence, gaz liquéfié, fioul de chauffage, etc.), a terminé à 677 points vendredi, contre 695 points sept jours auparavant. Les taux des bateaux transportant du brut et du fioul lourd sont restés pour leur part plutôt stables, une augmentation des chargements en provenance d'Afrique de l'Ouest ayant contrebalancé une petite baisse de vitalité dans la région du Moyen-Orient. L'indice Baltic Dirty Tanker Index (BDTI), moyenne des taux pratiqués sur dix-sept routes de transport de pétrole brut, a ainsi fini vendredi à 848 points contre 841 points la semaine précédente. R. E.



Libye

Le général Haftar nommé chef de l'armée

Militaire à la retraite et personnalité controversée, M. Haftar avait lancé en mai 2014 une opération baptisée «Dignité» contre les groupes armés islamistes qui contrôlent la ville de Benghazi. Il avait été accusé un premier temps par les autorités d'avoir mené un «coup d'Etat», avant de recevoir leur soutien après la prise de Tripoli en août par Fajr Libya.

Par Maya F.

Le général controversé Khalifa Haftar a été officiellement nommé, à la tête de l'armée libyenne. «Khalifa Belqacem Haftar a prêté serment devant le Parlement comme commandant général de l'armée», a annoncé un porte-parole de la Chambre des représentants, Faraj Abou Hachem, une semaine après la désignation de ce général de 72 ans par le président du Parlement. M. Haftar s'était déjà proclamé depuis plusieurs mois chef de l'Armée nationale libyenne (ANL), une force paramilitaire formée notamment d'officiers ayant fait défection de l'armée de l'ex-dictateur Mouammar Kaddafi qui combat depuis plusieurs mois les groupes islamistes dans l'est de la Libye. Militaire à la retraite et personnalité controversée, M. Haftar avait lancé en mai 2014 une opération baptisée «Dignité» contre les groupes armés islamistes qui contrôlent la ville de Benghazi. Il avait été accusé dans un premier temps par les autorités d'avoir mené un «coup d'Etat», avant de recevoir leur soutien après la prise de Tripoli en août par Fajr Libya, une coalition de milices hétéroclite. Après la perte de la capitale, le Parlement issu des élections du 25 juin et reconnu à l'international, s'était installé à Tobrouk (est), une ville contrôlée par les forces d'Haftar. En janvier, les députés avaient demandé à ce dernier, ainsi qu'à 129 autres officiers retraités de reprendre du service. Le camp de Fajr Libya est très hostile au général Haftar et exclut toute implication de cette personnalité controversée dans une future solution politique.

La Ligue arabe appelle le Conseil de sécurité à «lever l'embargo sur les armes»

La Ligue arabe a appelé le Conseil de sécurité à «lever l'embargo sur les armes visant le gouvernement libyen», lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de ses pays membres. Elle a également demandé à la communauté internationale d'«empêcher le flux d'armes et d'armement lourd, par voie aérienne et maritime, d'atteindre les groupes et organisations terroristes». Dans un communiqué, la Ligue assure qu'elle apportera tout son soutien politique et financier au «gouvernement légitime de Libye». Elle ajoute qu'elle «fournira au gouver-



Ph. : DR

nement l'aide requise pour lui permettre de protéger la souveraineté du pays, y compris afin que son armée (...) puisse continuer sa mission d'éradication du terrorisme».

Neuf étrangers enlevés après l'attaque d'un champ pétrolier

Quatre Philippins et cinq autres étrangers ont été enlevés vendredi lors d'une attaque contre un champ pétrolier libyen selon les autorités philippines. L'organisation de l'EI serait derrière ces attaques selon des sources libyennes. Neuf étrangers ont été enlevés lors d'une attaque survenue vendredi contre le champ pétrolier d'Al-Ghani au sud de la Libye, a annoncé le porte-parole du ministère philippin des Affaires étrangères lundi 9 mars. Parmi les personnes enlevées figurent quatre Philippins, mais également deux Européens – un Autrichien et un Tchèque – ainsi que deux Bangladais et un Ghanéen. Cette attaque a été imputée par des sources libyennes aux jihadistes de l'organisation de

l'État islamique (EI). Néanmoins, le porte-parole philippin, qui s'appuyait sur un rapport de l'ambassade des Philippines en Libye, a déclaré qu'il n'était pas en mesure de confirmer l'identité des ravisseurs, ajoutant qu'aucune revendication n'avait été formulée. Toutefois, à Vienne, le ministère autrichien des Affaires étrangères a estimé que des informations sérieuses permettaient de supposer que le groupe d'otages était «aux mains des terroristes de l'EI». De même source, tous les étrangers enlevés étaient «indemnes» au moment où ils ont été emmenés à bord de véhicules en direction du Nord. Au total, depuis le début de l'année, sept Philippins ont été enlevés en Libye. En juillet 2014, lorsque le gouvernement philippin avait ordonné le rapatriement de ses ressortissants du pays, environ 13 000 d'entre eux y travaillaient. Depuis, des milliers de Philippins ont quitté la Libye, mais 4 000 y travaillent encore, attirés par des salaires bien plus élevés que ceux qu'ils percevaient chez eux.

M.F./APS

Tunisie

Découverte d'une nouvelle cache d'armes à Ben Guerdane

Les unités de la Garde nationale relevant du gouvernorat de Médenine en Tunisie ont découvert une nouvelle cache contenant des armes à Ben Guerdane à la frontière avec la Libye, a indiqué une source sécuritaire. Selon des informations fournies par la source sécuritaire de haut niveau à l'agence tunisienne TAP, «un deuxième dépôt d'armes clandestin a été découvert dans la zone de Oued Erbaia, (Imada de Chehaibia), dans la délégation de Ben Guerdane, à environ 5 km du premier dépôt découvert la semaine dernière».

Les unités sécuritaires, aidées par des militaires, ont ainsi «détéré les armes cachées sous terre». Il s'agit d'une quantité de «munitions, des lance-roquettes RPG ainsi que des récipients en plastique», qui auraient été, selon la même source sécuritaire, vidés de leur contenu en armes et munitions. Jeudi 5

mars, les forces de sécurité tunisiennes ont intercepté dans la même localité, deux voitures transportant des armes. Il s'agit de la saisie la plus importante jamais effectuée dans le pays puisqu'elle comprend des kalachnikov, selon les autorités tunisiennes.

Les forces sécuritaires mènent des opérations de ratissage dans la région. Deux individus liés à cette affaire connus des services de la police sont recherchés.

18 cas d'agressions contre des journalistes rien qu'en février

Rien qu'au cours du mois de février 2015, 18 agressions ont été commises à l'encontre des journalistes et autres employés du secteur de la presse, selon le dernier rapport du Centre de Tunis pour la liberté de la presse

(CTP). Selon ce rapport, 24 personnes ont subi des agressions selon cette ONG qui a signalé également des cas d'obstruction au travail, de restrictions, de détérioration ou confiscation de matériel et deux cas de poursuites judiciaires. Les agents de l'ordre, rapporte le Centre de Tunis pour la liberté de la presse, arrivent en tête de la liste des agresseurs de journalistes avec 11 cas, suivis du ministère public avec deux cas; mais il y a aussi parmi les agresseurs des citoyens, des responsables sportifs, un parti politique, les supporters d'un club sportif et des inconnus. Les villes où se produisent ces agressions sont principalement Tunis et Kasserine, avec cinq cas chacune. Viennent ensuite Kairouan (deux cas), puis Hammamet, Sidi Bouzid, Médenine et Kairouan.

Salim J./agence

Sahara occidental Un sit-in à Tenerife dénonce les violations des droits de l'homme

LE BUREAU de la communauté sahraouie dans la région de Tenerife aux Îles Canaries a organisé un sit-in pour dénoncer les violations flagrantes de droits de l'homme commises par les forces d'occupation marocaines contre les civils sahraouis dans les territoires occupés. Le sit-in qui a été organisé en coopération avec le mouvement canarien de solidarité avec le peuple sahraoui, a appelé les Nations unies à intervenir d'urgence pour mettre fin aux violations marocaines systématiques des droits de l'homme dans les territoires occupés du Sahara occidental et à l'élargissement des pouvoirs de la Minurso aux droits de l'homme au Sahara occidental. Les participants ont également appelé la communauté internationale à accélérer l'organisation d'un référendum sur l'autodétermination du peuple sahraoui. Ils ont en outre rappelé la responsabilité historique de l'État espagnol, en l'exhortant à jouer un rôle au Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre fin à ce conflit et de rendre justice au militant sahraoui des droits de l'homme, Hassana Aliya. Les participants ont brandi des banderoles et scandé des slogans demandant la libération de tous les prisonniers politiques sahraouis et l'arrêt du pillage des ressources naturelles sahraouies par l'État d'occupation marocain.

Les forces d'occupation marocaine assiègent le domicile d'une journaliste

Les forces d'occupation marocaine ont procédé dimanche à un état de siège autour du domicile de la journaliste sahraouie, Hayate Khatari, afin de l'empêcher de couvrir l'événement de la Journée internationale de la femme, qui devait avoir lieu à El Aaiun à l'appel des mouvements féministes dans les territoires occupés du Sahara occidental. Selon une source médiatique sahraouie, les forces, conduites par le tortionnaire, chef de la police marocaine dans la ville d'El Aaiun occupé, ont essayé d'empêcher d'assaut de la maison de sa famille.

R.G./SPS



Crash en Argentine

Le monde du sport en deuil

■ La France était sous le choc hier après la mort de 10 personnes dans un accident d'hélicoptères en Argentine, dont la navigatrice Florence Arthaud et la nageuse, championne olympique, Camille Muffat, dans la plus grave catastrophe de l'histoire de la télé-réalité.

Par Ali O.

Deux enquêteurs du Bureau d'enquêtes et d'analyses (BEA), chargés de mener des investigations techniques sur les accidents d'avions, se sont rendus hier en Argentine. «Deux enquêteurs accompagnés d'un conseiller d'Airbus Helicopters et d'un conseiller de Turbomeca, se rendent en Argentine aujourd'hui (hier)», indique le BEA dans un bref communiqué.

Parmi les dix victimes figurent huit Français et les deux pilotes argentins, tués lundi dans le crash de deux hélicoptères en Argentine, sur le tournage d'un jeu de télé-réalité de TF1. Le boxeur médaillé olympique de bronze à Pékin (2008) Alexis Vastine, un Normand né dans l'Eure, a également trouvé la mort dans cet accident.

Programme à succès venu de Suède, «Dropped», prévu pour être diffusé l'été prochain en France, devait rassembler huit sportifs lâchés en pleine nature, selon son présentateur Louis Bodin.

Florence Arthaud 57 ans, était la seule femme à avoir remporté - en 1990 - la mythique Route du Rhum, une des solitaires les plus difficiles. Avec sa crinière rousse et son franc-parler, «la petite fiancée de l'Atlantique» comme on la surnommait, était aussi une personnalité hors norme. Longue et secrète, Camille Muffat, 25 ans, était l'une

des plus grandes championnes de la natation française, couronnée d'or, d'argent et de bronze aux JO de Londres en 2012.

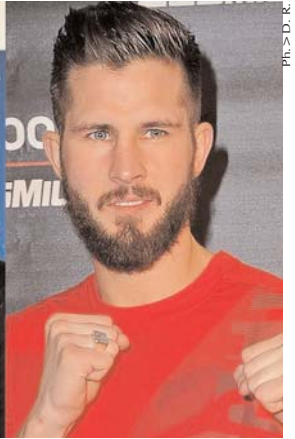
Du monde sportif, frappé au cœur, aux hommes politiques, désolés par ces pertes, les réactions se multipliaient après l'annonce, au milieu de la nuit, de cet accident, survenu dans la Quebrada del Yeso, dans la province montagneuse de la Rioja, au nord-ouest de l'Argentine.

Le président François Hollande a fait part dans la nuit de "sa stupeur et son émotion". Dans la matinée, il a salué "trois champions" qui voulaient repousser les frontières.

Manuel Valls a exprimé sa «peine immense». «C'est toute la France qui est en deuil», a souligné le chef du gouvernement résumant les réactions de la classe politique unanime.

Martin Bouygues et le groupe TF1 se sont dit «très attristés» et ont présenté leurs condoléances.

A Paris, le parquet a confié une enquête pour homicides involontaires à la section de recherches de la gendarmerie des transports aériens. «Apparemment, les deux hélicoptères se sont heurtés en plein tournage. Il n'y a pas de survivant. Les conditions climatiques étaient bonnes» en cette fin d'été austral en Argentine, a dit à l'AFP un porte-parole de la province de La Rioja. Le tournage avait débuté



fin février à Ushuaia, pointe sud du continent américain, en Patagonie argentine. Le nageur Alain Bernard, le cycliste Jeannie Longo, le footballeur Sylvain Wiltord, la snowboardeuse Anne-Flore Marxer et le patineur Philippe Candeloro s'étaient aussi engagés dans cette équipée. La plus célèbre des victimes du crash, Florence Arthaud, «était un extraordinaire marin», a souligné le navigateur Olivier de Kersauson sur Twitter. «C'est une fin bien triste pour une fille qui était tout de la gaieté, tout de la vie», a déclaré le marin Philippe Poupin sur RTL. Dans le pittoresque petit port de pêche de la Madrague-de-Montredon à Marseille où Florence Arthaud avait élu domicile depuis une dizaine d'années, voisins et habitants étaient sous le choc lundi matin, évoquant une «femme simple», «quelqu'un de bien». Camille Muffat avait, elle, aux jeux

Olympiques de Londres en 2012, navigé remporté l'or sur 400 mètres nage libre. Les deux hélicoptères venaient de décoller d'un terrain de football à Villa Castelli quand ils se sont heurtés. Des policiers et un juge se sont rendus sur place.

«Nous sommes en train d'effectuer des relevés de police scientifique avant de retirer les corps. Les corps vont être transportés à Villa Union, à 37 km de Villa Castelli», a dit à l'AFP le chef de la police de La Rioja, Luis Paez. Pour TF1, le coup est dur. Le PDG «Nonce Paolini et toutes les équipes de TF1 s'associent en ces terribles moments à la douleur des familles et des proches», a indiqué le groupe. En 2013, un autre jeu de survie «Koh-Lanta», produit comme «Dropped» pour TF1 par la société ALP, avait déjà été interrompu après la mort d'un candidat, Gérard Babin, d'une crise cardiaque lors du tournage. Le méde-

cin du programme s'était ensuite suicidé.

L'émission est revenue à l'écran l'automne 2014.

Selon ALP, le tournage de la deuxième émission de «Dropped» avait démarré depuis «une grosse semaine». Il a été interrompu et toutes les équipes vont être rapatriées en France.

«Le sport français est en deuil puisque nous perdons trois énormes champions», a déclaré le secrétaire d'État aux sports Thierry Braillard sur RTL. La ministre de la Culture et de la Communication, Fleur Pellerin, a fait part de sa «grande émotion».

Le footballeur Sylvain Wiltord, un des concurrents de «Dropped», a tweeté : «Je suis triste pour mes amis, je tremble, je suis horrifié, je n'ai pas de mots.»

Les deux hélicoptères avaient été prêtés par les autorités locales. A. O.



Points chauds

Prudence

Par Fouzia Mahmoudi

Depuis quelques années de nombreux analystes politiques américains mettent en exergue la difficulté grandissante des élus républicains d'accéder à la Maison-Blanche dans les années à venir, du fait de la mutation de l'électorat composé de plus en plus par une population hispanique qui vote très généralement pour le parti démocrate. D'ailleurs, c'est bien dans cette optique que de nombreuses personnalités politiques républicaines ont radicalement changé leur discours sur l'immigration ces derniers mois en vue de conquérir cet électorat qui aime à se déplacer les jours de vote. Du côté des démocrates, si l'on évite de se montrer trop optimiste, il est difficile de ne pas se montrer un peu trop confiant. Surtout lorsque tout le monde a les yeux braqués sur Hillary Clinton qui pourrait bien, dès 2016, être la première femme à être élue à la présidence américaine. Toutefois, certains obstacles se placent d'ores et déjà sur son chemin et une polémique concernant l'utilisation de son adresse email personnelle pour traiter des affaires officielles lorsqu'elle était secrétaire d'État aux Affaires étrangères, menacent sa pré-campagne. La révélation de cette pratique, qui pourrait constituer une infraction aux lois en vigueur en la matière, a suscité une tempête médiatique et des attaques d'élus républicains au Congrès. Même Obama qui s'est toujours montré encourageant à son égard traîne désormais des pieds. En effet, le président américain a apporté un soutien prudent à son ancienne secrétaire d'État Hillary Clinton dans la controverse qui frappe cette dernière. Obama a déclaré à la chaîne de télévision CBS News qu'il n'avait appris qu'au cours de la semaine écoulée, après la publication d'un article du *New York Times*, le fait que Hillary Clinton, pendant qu'elle était au département d'État, s'était servie exclusivement pour ses emails officiels d'un compte personnel sur un serveur privé relié à son domicile dans l'Etat de New York. Mais il a aussi souligné la nécessité de la transparence, dans une critique implicite de la pratique de Clinton, rivale d'Obama pour l'investiture démocrate en 2008 et possible candidate à sa succession en 2016. Pourtant, cette polémique si elle s'éteint rapidement pourrait ne pas causer trop de tort à la démocrate qui a encore une année et demie devant elle pour faire oublier ce fâcheux incident et pour porter l'attention des électeurs sur d'autres sujets et thématiques. Reste néanmoins la possibilité qu'un email vraiment préjudiciable soit trouvé dans la correspondance privée de Hillary Clinton qui pourrait dans ce cas-là bel et bien endommager très sérieusement les ambitions présidentielle de l'ancienne Première Dame et ouvrir un couloir aux candidats républicains. F. M.

Ukraine

Kiev confirme le retrait de la majeure partie des armes lourdes dans l'Est

Le président ukrainien Petro Porochenko a confirmé le retrait de la majeure partie des armes lourdes dans la zone de conflit dans l'est de l'Ukraine, y compris du côté des séparatistes prorusse, alors que Londres accusait hier la Russie de «saper» la sécurité en Europe de l'est. La partie ukrainienne a retiré la majorité de ses systèmes de lance-roquettes multiples et de son artillerie lourde conformément aux accords de paix Minsk 2, a déclaré le président Porochenko dans une interview à la télévision publique ukrainienne diffusée tard dans la nuit de lundi à hier. «Nous constatons que les rebelles soutenus par la Russie ont également retiré une partie considérable» de leurs armes lourdes, a poursuivi le chef de l'État. Kiev et les Occidentaux accusent Moscou d'armer les séparatistes et d'envoyer ses troupes en Ukraine, ce que la Russie nie farouchement malgré les nombreux témoignages de soldats russes publiés par des médias. Le chef de la diplomatie britannique Philip Hammond devait réitérer ces accusations tout en accusant le président russe Vladimir Poutine de «saper» la sécurité des nations d'Europe orientale, dans un discours attendu dans la journée et dont des extraits ont été publiés à l'avance.

«Nous sommes à présent confrontés à un dirigeant russe enclin non à se joindre au système

international fondé sur des règles, qui préserve la paix entre les nations, mais à le saper», devrait déclarer M. Hammond selon le texte de ce discours. «Les actions du président Poutine - l'annexion illégale de la Crimée (en mars 2014, ndr) et actuellement l'utilisation de troupes russes pour déstabiliser l'est de l'Ukraine - sapent fondamentalement la sécurité des nations souveraines de l'est de l'Europe», affirme Hammond. Le discours virulent du chef de la diplomatie britannique contre la Russie intervient alors que l'Otan prépare d'importantes manœuvres en Lettonie, Lituanie et Estonie. Le Pentagone a ainsi annoncé lundi que les États-Unis avaient commencé à déployer 3.000 soldats et des équipements pour trois mois dans les trois pays baltes. Ce déploiement s'inscrit dans le cadre de l'opération «Atlantic Resolve» lancée par les États-Unis dans le cadre de l'Otan pour rassurer les pays membres et alliés de l'Alliance face à la Russie. En Ukraine, le président Porochenko a fait état d'un respect global de la trêve, en vigueur depuis le 15 février, malgré des hostilités sporadiques. «Le long des 485 kilomètres de la ligne de front, il n'y a plus de tirs d'artillerie, sauf au niveau de quelques localités. En revanche, des armes à feu et des lance-grenades sont utilisés» plus fréquemment, a fait valoir le chef de l'État dans son interview.

Malgré ces signes de stabilisation, la tension demeure vive dans plusieurs points chauds de la zone de conflit, qui a fait plus de 6 000 morts en onze mois. Selon Porochenko, 64 soldats ukrainiens ont été tués dans l'Est depuis le 15 février, malgré le cessez-le-feu. Hier, le porte-parole militaire ukrainien Andrii Lyssenko a affirmé que neuf soldats avaient été blessés au cours des dernières 24 heures. L'armée ukrainienne a accusé les rebelles d'avoir effectué dans la nuit des tirs à l'artillerie lourde sur leurs positions dans plusieurs villages situés à proximité du fief séparatiste de Donetsk. Dans le village de Chirokiné, à une dizaine de kilomètres du port de Marioupol, dernière grande ville de l'Est rebelle encore contrôlée par Kiev, des combats aux chars ont eu lieu lundi, selon l'armée ukrainienne. La prise de Marioupol, que les séparatistes ont à maintes reprises désigné comme leur prochaine cible, serait une étape clé dans la création d'un pont terrestre entre la Russie et la péninsule ukrainienne de Crimée, annexée il y a un an par Moscou, mais très dépendante de l'Ukraine pour ses besoins en eau et en électricité. «Ces actes agressifs (...) témoignent une nouvelle fois de la volonté des terroristes de poursuivre les hostilités et de ne pas permettre un règlement» du conflit dans l'est, a souligné l'armée ukrainienne dans un communiqué.



Récital du maestro italien Uto Ughi à Alger

Un voyage dans le répertoire universel de musique classique

Des œuvres de grands compositeurs européens de musique classique ont été revisitées lundi au Théâtre national. Cette soirée artistique organisée par l'Institut culturel italien d'Alger était animée par le maestro italien Uto Ughi. Un public nombreux est venu dès les premières heures de la soirée pour assister à un spectacle riche de mélodies et d'émotions. Cette soirée était aussi une occasion pour rendre hommage au compositeur français Camille Saint-Saëns.

Par Abla Selles

Un récital de musique classique revisitant les plus grands compositeurs européens a été donné lundi soir au Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi à Alger par le maestro italien Uto Ughi qui s'est produit devant un public nombreux.

Organisé par l'Institut culturel italien d'Alger, ce spectacle a permis aux nombreux amateurs de musique classique d'apprécier le talent et la virtuosité d'un des plus grands violonistes italiens, héritier de la tradition classique de son pays, accompagné par le pianiste Alessandro Specchi.

C'est avec le violoniste et compositeur italien Giuseppe Tartini qu'Uto Ughi a ouvert son tour de scène par «Les trilles du diable», une sonate qu'il a choisi pour transmettre au public un aspect poétique de la musique italienne de l'époque baroque, une poésie que le public retrouve aussi dans la sonate pour violon et piano du célèbre compo-



PR/DK

teur allemand Ludwic Van Beethoven.

En seconde partie de son récital, le maestro a rendu un hommage au compositeur français du 20^e siècle Camille Saint-Saëns en jouant deux de ses compositions en prenant soin

d'en expliquer les particularités au rythmiques et mélodiques au public.

Uto Ughi a également partagé avec les mélomanes algérois présents sa passion et son admiration pour le musicien et compositeur polonais Henryk

Wieniawski qui a composé un grand nombre de partitions pour violons que le maestro italien a un peu modifié pour y intégrer le piano.

Depuis ses débuts à Milan Uto Ughi était considéré comme un artiste accompli dès l'âge de

douze ans, il a poursuivi ses études à Paris, à Genève puis à Sienne. Il a été directeur musical de l'Orchestre de l'Académie nationale Sainte-Cécile (Italie) de 1992 à 1997.

Plus tard le musicien s'est engagé dans de nombreuses actions pour promouvoir la culture musicale avec la création de plusieurs festivals de musique en Italie.

Il est à rappeler que le Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi accueille depuis quelques années des soirées artistiques au bonheur des mélomanes de la musique classique. Des maîtres des quatre coins du pays se succèdent sur la scène de ce théâtre pour jouer les plus belles musiques du répertoire mondial.

A.S.

«Les bibliothèques et l'industrie du livre»

«Mutation et médiation» thème d'un colloque à Oran

Le 5^e colloque national sur «Les bibliothèques et l'industrie du livre : mutation et médiation» sera organisé les 22 et 23 avril prochain à Oran, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Cette rencontre, initiée par la direction de la culture, le laboratoire des systèmes d'information et d'archives en Algérie, le département de bibliothéconomie et des sciences documentaires de l'université d'Oran, coïncidera avec la célébration de la journée mondiale du livre et droits d'auteur. Ce colloque

verra la participation des gestionnaires de bibliothèques centrales relevant du ministère de la culture, des universitaires et chercheurs en bibliothéconomie des différentes universités du pays ainsi que des professionnels du livre. La thématique de cette rencontre porte sur les mutations ayant touché le secteur du livre en Algérie et les technologies numérisation des fonds des bibliothèques et leur gestion. Le colloque permettra, selon ses organisateurs, d'ouvrir le champ de la réflexion et de l'analyse sur les

perspectives de l'industrie du livre et les mutations que connaîtront les bibliothèques à la lumière des évolutions et mutations technologiques actuelles. Parmi les interventions retenues figurent celles ayant pour thèmes «Politique du livre et industrie en Algérie», «Industrie du livre, production, distribution et consommation», «Mutations et pratiques de l'édition», «L'édition traditionnelle face à la révolution numérique», «Lecture publique en Algérie», et «Médiation: notions, bases et stratégies des textes».

M.K.

Salon national de la promotion de l'activité artisanale

Une centaine de participantes de toutes les villes du pays

Une centaine de femmes prennent part à un salon national de la promotion de l'activité artisanale féminine, ouvert lundi à Laghouat, à l'initiative de la coordination de wilaya des associations de l'artisanat.

Cette manifestation de trois jours, qu'abrite la maison de la

culture «Tekhi Abdallah Benkeriou» et où sont représentées dix wilayas du pays, vise à valoriser le produit artisanale, notamment traditionnel.

Parmi les articles exposés, des produits de tissage traditionnels, de poterie, de couture, de broderie et de pâtisserie, en plus

d'un stand réservé à la décoration. Le programme du salon prévoit aussi une conférence sur «La femme dans le Sud et le développement», à être animée par des femmes, universitaires et élues, selon la présidente de la coordination locale des associations d'artisanat, Bahria

Benbouzid. L'initiative vise à encourager les participantes à promouvoir leur production artisanale selon les besoins du marché, ainsi qu'à trouver des circuits de commercialisation des produits de l'artisanat, a-t-elle ajouté.

L.B.

Journée d'étude sur le 7^e art national à Oran

Le cinéma algérien en débat

Une journée d'étude sur le cinéma national sera organisée, dimanche au théâtre régional d'Oran, à l'initiative d'un laboratoire, l'UCCLLA, relevant du centre de recherche en anthropologie culturelle et sociale d'Oran et le centre des études maghrébines en Algérie (CEMA). Trois communications seront données lors de cette rencontre.

L'universitaire et critique Ahmed Bejaoui animera une conférence intitulée «Regards et lectures critiques sur le cinéma algérien depuis l'indépendance». Un autre universitaire d'Oran et spécialiste du 7^e art, Mohamed Bensalah communiquera sur le thème «Discours historiques, discours cinématographiques».

Enfin Si El Hachemi Assad, SG du Haut conseil à l'amazighité, auteur et cinéaste, évoquera dans sa communication «L'affirmation de l'identité des jeunes militants du mouvement national : le cas du groupe du lycée de Ben Aknoun».

Outre ce volet conférence, les organisateurs ont prévu une vente-dédicace des ouvrages d'Ahmed Bejaoui «Cinéma et

guerre de libération nationale» et de Si El Hachemi Assad «Idir Aït Amarane : l'itinéraire d'un homme de culture».

Des extraits du film consacré à l'Idir Aït Amrane seront projetés à l'intention de l'assistance ainsi qu'un entretien avec le défunt cinéaste, ami de l'Algérie, René Vauthier, réalisé par le vidéaste Hadj Fitass.

F.H.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Villa Abdeltif (El-Hamma)

Jusqu'au 20 mars :

Exposition de photographies «Révéler l'étoffe» de Maya-Inès Touam.

Galerie Sacré-Art

Jusqu'au 26 mars :

Exposition «Dialogue avec la création» de l'artiste Linda Bougherara.

Cinémathèque de Béjaïa

Jusqu'au 30 mars :

Projection du dernier long-métrage de Lyès Salem, l'Oranais

Centre culturel Mustapha- Kateb

Jusqu'au 12 mars :

Exposition collective «Le Signe», avec les artistes Saliha Khelifi, Zola Djenane, Zahia Kaci, Noureddine Chegrane, Abdelmadjid Guemrout, Mustapha Ghedjati, Noureddine Hammouch, Omar Kheiter, Ahmed Stambouli et Karim Sergoua.

Galerie Ezzou'art

Jusqu'au 12 mars :

Exposition de peinture «Shadi madi quali rassi» de l'artiste Princesse Zazou.

TNA Gallery

Jusqu'à la fin du mois de mars :

Exposition collective d'arts plastiques et de photographies «Hors Champ» par Mustapha Nedjai, Hellal Zoubir, Karim Sergoua, Rachi Djemai, Rachid Nacib, Malek Salah, Adlène Samet et Nasser Medjekane.

Musée public national du Bardo

Jusqu'au mois de mars :

Exposition «Pouvoirs des perles d'Afrique» (collection de Tonia Marek).

Palais de la culture Mourdi

Zakaria

Jusqu'au 29 mars :

«Portraits de femmes algériennes», exposition collective de peinture à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la femme

12 mars :

Concert de musique andalouse avec l'Association Nassim Essabah de Chercell

Coup-franc direct



Polémique stérile

Par Anouar M.

Le champion olympique algérien, Toufik Makhloufi, a tiré à boulets rouges sur le ministre des Sports, Tahmi, sous prétexte qu'il lui met les bâtons dans les roues dans l'affaire de la subvention qui ne lui a pas été versée pour effectuer la préparation pour les prochains mondiaux. A-t-il donc raison de mettre ainsi le ministère dans cette situation et de l'accuser directement ? Certes, un champion qui a ramené une médaille de surcroît en vermeil lors de compétition prestigieuse comme les JO mérite tous les égards de la part des autorités concernées mais est-ce que la tutelle est seule responsable d'un athlète surtout quand il a atteint un certain niveau ? Dans le cas de Makhloufi est-il possible qu'il ne participe à aucun meeting quand on sait que ces derniers pourraient lui rapporter des sommes très intéressantes pour ensuite gérer son budget pour la préparation à tout événement ? L'athlète se devait aussi diversifier ses rentrées d'argent et signer, par exemple, avec des sponsors qui pourraient financer tous ses stages. Il est clair que Makhloufi est soit mal conseillé, soit il a le même tempérament des champions qui l'ont précédé et qui sont toujours à l'affût de toute aide des pouvoirs publics alors que ces derniers devraient se consacrer à la formation et à l'aide des jeunes catégories, ce qui fait donc cette

Mohamed Tahmi, ministre des Sports
«L'Algérie a de bonnes chances d'organiser la CAN 2017»

«L'Algérie garde ses chances intactes de décrocher l'organisation de la CAN 2017, d'autant, ajoute-t-il, que l'Égypte a retiré sa candidature», a révélé, hier matin, à l'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio Algérienne, le ministre des Sports, Mohamed Tahmi. Le choix du pays organisateur de cette compétition sera officiellement connu, le 8 avril prochain.



Le ministre confiant quant à la possibilité de décrocher l'organisation de la CAN

PH. > DR.

Mondial 2017 de handball (U-21)

Alger et Oran villes hôtes de la compétition

Une première réunion a regroupé, hier lundi au siège du Ministère des Sports, des représentants de ce ministère et ceux de la FAHB en vue de préparer la visite d'inspection de Philippe Bana, membre de la commission d'organisation et des compétitions à l'IHF, prévue initialement pour les 30 et 31 Mars 2015 mais qui est décalée vers la deuxième semaine du mois d'Avril prochain. Cette tournée entre dans la perspective de l'organisation par l'Algérie du 21e championnat du monde U21 de 2017. Lors de cette première séance de travail, la FAHB était représentée par son président M. Bouamra Said et des membres fédéraux que sont Rahmouni Dahmane, Stambouli Amrane et Hamlaoui Abderrahmane, ainsi que le secrétaire général, Alioui Tahar, directeur de l'organisation sportive et responsable de la presse. Du côté du ministère des Sports, il y avait Djebab Madjid, El Hadj Cherak de la direction des sports et Doumi Reda, directeur des investissements. Les présents ont débattu de la préparation de cette visite à tra-

vers la détermination des sites d'hébergement et de compétition à retenir pour cette compétition mondiale et à inclure dans le programme de visite de l'expert de l'IHF. Ainsi, les travaux ont abouti au choix d'Alger et d'Oran pour servir de villes hôtes de ce Mondial. Les prochaines réunions de concertation entre le MS et la FAHB détermineront les sites existant déjà et ceux en projet de réalisation.

Pour Alger, la Coupole OMS du complexe olympique du 5-Juillet, la salle Harcha Hacene et celle de Cherraga sont retenues ainsi que le Palais des Sports d'Oran «Hammou Boutillis». Pour les salles en projet, il y aura, à Alger, la salle du Caroubier de 15000 places et la salle du Complexe de Bir Djir, sur la route d'Arzew avec une capacité de 6000 places. En outre, une liste de salles affectées à l'entraînement ont été retenues dans le programme de visite. Concernant les sites d'hébergement, la multitude d'infrastructures hôtelières, le choix semble large dans les deux villes.

Par Anouar M.

Dans le cas où le déroulement de cette nouvelle CAN est dévolu à l'Algérie, Tahmi assure que des travaux de construction et de rénovation des infrastructures devant accueillir cette manifestation sportive seront terminés avant le début des rencontres. Concernant, en particulier, le stade du 5-Juillet à Alger, il y est prévu, précise-t-il, la rénovation des gradins, l'extension des tribunes pour accueillir 5 000 nouveaux spectateurs de plus et la réalisation d'une couverture destinée à abriter l'ensemble du public de cette arène sportive. Tant pour ce qui concerne les travaux de rénovation des stades de Tizi Ouzou, d'Oran ou de Constantine, appelés à abriter les

rencontres de la CAN, le ministre des sports affirme, là aussi, que ceux-ci avancent normalement et ils seront réceptionnés «dans les délais».

Commentant, par ailleurs, Les violences dans les enceintes sportives, il annonce qu'une nouvelle loi de prévention et de lutte contre ce phénomène est en cours de publication et que l'ensemble des stades auront été équipés de cameras de surveillance d'ici à la fin de la saison sportive. Revenant sur l'agression mortelle, au stade de Tizi Ouzou, dont a été victime le joueur camerounais, Albert Ebossé, Tahmi déclare s'en remettre à la décision de justice pour connaître le ou les responsables qui en sont à l'origine. Pour élever le niveau du football amateur, le ministre des

Sports annonce, d'autre part, qu'une somme de 4 000 milliards de dinars a été débloquée pour la création de sept centres régionaux devant accueillir de jeunes joueurs et former l'encadrement chargé d'assurer l'émergence de jeunes talents dans cette discipline. Pour ce qui est de la polémique qui l'associe au champion olympique, Toufik Makhloufi, le ministre dira qu'il ne comprend pas pourquoi il est attaqué alors que tout est clair et il y a un cadre réglementaire pour que l'athlète bénéficie de la subvention, à savoir, que la subvention est gérée par la Fédération algérienne d'athlétisme, alors que Makhloufi souhaite avoir l'argent directement sans passer par sa fédération.

A. M.

FC Parme

Belfodil inquiet de la situation «difficile» du club

L'attaquant international algérien du FC Parme (Serie A italienne de football) Ishak Belfodil, a déploré la situation dans laquelle se trouve son club, sérieusement menacé par le spectre de la faillite. «Le club en général et les joueurs en particulier se trouvent dans une situation difficile. Le climat n'est pas propice, j'espère seulement qu'il y aura un dénouement heureux à cette affaire», a indiqué le joueur algérien à l'issue du match face à l'Atalanta Bergame (0-0), disputé dimanche, dans le cadre de la 26^e journée du championnat.

Après avoir manqué les matches contre l'Udinese et le Genoa, les joueurs parmesans ont finalement



décidé vendredi soir de reprendre le Championnat, à l'issue d'une longue discussion avec le président de la Fédération italienne de football (FIGC), Carlo Tavecchio. Tavecchio

était venu présenter un plan d'aide mis au point avec la Ligue italienne (Lega) : un prêt de 5 millions d'euros, prélevés sur les amendes disciplinaires, versé après le 19 mars, date où le tribunal de Parme devrait prononcer la faillite du club.

«La crise financière existe, les joueurs ne peuvent pas jouer sans rien toucher, la plupart d'entre nous ont des familles à leur charge», a ajouté Belfodil.

Dernier avec 13 points de retard sur le maintien et de nouveaux points de pénalité à venir, Parme n'a que des chances théoriques de rester sportivement en Serie A, malgré ses deux matches en retard.

Tour international d'Oran de cyclisme (3^e et dernière étape)
Lagab maillot jaune, les Algériens raflent la mise

Le coureur algérien Azzedine Lagab (GS Pétrolier) a remporté lundi le Tour international cycliste d'Oran qui a vu la consécration des Algériens, vainqueurs de tous les maillots distinctifs de cette deuxième épreuve du GTAC-2015. Sur un parcours total de 128km, perturbé par un fort vent de face qui a provoqué de nombreuses casures, Hichem Chaabane a remporté cette dernière étape en réalisant un temps de 3h19:25 devant l'Érythréen Amanuel Ghbreizerga (3h19 :53) et l'Algérien Azzedine Lagab du GS Pétrolier (3h19 :57). Azzedine Lagab a réussi le coup



catégories, a été marqué par une multitude de tentatives d'attaques, déclenchées par les coureurs algériens du Club Sovac et GS Pétrolier. A l'entrée de la région de Madagh 2, première difficulté de cette étape avec un col de 3e catégorie, deux coureurs dont l'Algérien Mansouri Abderrahmane, ont pris la tête de la course, reléguant le peloton à 1'40. Dans la localité de Bousfer (96 Km), ce groupe de deux coureurs s'est fait reprendre par le peloton mené par les coureurs érythréens, décidés à aller chercher une victoire d'étape. Au pied de Santa-Cruz, dont la montée est

longue de neuf kilomètres, le peloton a totalement explosé et les signes de fatigue sont apparus sur les visages des coureurs de la caravane qui s'est scindée en petits groupes de trois à dix coureurs. A cinq kilomètres de la fin de l'ascension, l'Érythréen Amanuel a pris les devants de la course, suivi par Azzedine Lagab et Hichem Chaabane. Au dernier kilomètre et à la surprise générale, Hichem Chaabane a lancé une dernière accélération pour signer sa troisième victoire dans le GTAC-2015.

Ligue 1 Mobilis 2015-2016

Participation à une seule compétition internationale par club

Aucun club de Ligue professionnelle Mobilis ne peut prendre part à plus d'une compétition internationale au cours de la même saison sportive, selon les dispositions réglementaires relatives aux compétitions de football professionnel 2015-2016, publiées ce lundi par la Fédération algérienne de football

(FAF). D'autre part, les clubs devant participer aux compétitions internationales interclubs s'engageront obligatoirement à respecter les dates du calendrier du Championnat national de football professionnel.

Ils doivent jouer en match avancé ou retardé avant ou après le match international conformément

aux journées spécifiques arrêtées dans le calendrier national.

Enfin, les dates des matches internationaux à domicile (CAF, Unaf et UAFA) sont fixées par la Ligue de football professionnel (LFP) dans le respect du calendrier du Championnat de football professionnel.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Bilan de février de la sûreté de wilaya de Boumerdès

Arrestation de 116 individus impliqués dans 84 affaires

116 INDIVIDUS dont 6 femmes et 5 mineurs impliqués dans 84 affaires ont été interpellés au cours du mois de février, indique un communiqué de la direction de la sûreté de wilaya de Boumerdès. Parmi ces derniers, 29 ont été mis en détention et 18 autres ont bénéficié de la citation directe et comparaitront en audience. Les affaires les plus courantes sont celles liées aux coups et blessures

volontaires au nombre de 13 et l'implication de 23 personnes dont une femme et 2 mineurs, 15 affaires aux vols dont une affaire de vol par effraction et 14 affaires pour vol à la tire. Dans le même chapitre des délits l'on relève 21 affaires pour injures et propos grossiers et 14 affaires pour menaces. Le bilan de ladite structure départementale ajoute aussi une autre affaire pour atteinte à la pudeur.

Saisie de drogue et de psychotropes...

EN MATIÈRE de lutte contre la drogue et les stupéfiants, le communiqué indique que les services chargés de la lutte contre ce fléau ont traité pas moins de 20 affaires et la saisie de 85,75 grammes de résine de

cannabis et 2 235 comprimés de psychotropes. Parmi les 33 personnes interpellées 23 ont été placées sous mandat de dépôt et 10 autres ont bénéficié de la citation directe.

...Et retrait de 381 de permis de conduire

QUANT au bilan de la sûreté urbaine et de la circulation routière, celui-ci indique que 4 673 infractions ont été relevées au mois de février contre 1 859 au mois de janvier. Les opérations de contrôle effectuées par les différentes unités sont engendrées par le retrait de 381 permis de conduire contre 362 au mois de janvier, généralement pour excès de vitesse dont 58 détectées par le radar et 4 030 contraventions contre 1 221 au mois de janvier, pour diverses infractions, à savoir stationnement interdit, et autres

et à la mise en fourrière de 36 véhicules. Quant au nombre d'accidents, l'on indique 17 avec un nombre de 19 personnes blessées et 2 morts contre 29 enregistrés au mois de janvier causant la mort de 2 personnes et 36 blessés. Le bilan de la police de l'urbanisme et de l'environnement fait ressortir un nombre de 82 affaires enregistrées contre 85 au mois de janvier dont 35 sont liées au commerce informel, 8 infractions aux mesures d'hygiène, 27 à l'urbanisme, 11 à l'environnement.

A.Kichni

Aéroport international

Les travailleurs de la SGSIA reprennent leur grève

LES TRAVAILLEURS de la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires (SGSIA) ont repris mardi, au niveau de l'aéroport international Houari-Boumediène, leur mouvement de grève, entamé dimanche, a-t-on constaté. Les employés de la SGSIA, regroupés dans l'enceinte de l'aéroport, réclament une réponse «officielle» à leurs revendications socio-professionnelles, mais aussi le départ du P-dg de l'entreprise, Tahar Allache, à qui ils reprochent un «comportement

inadmissible» et des «dépassements» à leur encontre. Dans une déclaration à l'APS, M. Allache avait indiqué que la grève «a pris fin lundi après-midi» et qu'un communiqué «serait rendu public par sa direction mardi». Un des représentants des grévistes, avait affirmé, de son côté, que des négociations «ont été engagées autour d'une plateforme contenant les revendications des travailleurs», sans pour autant écarter la possibilité d'une reprise de la grève.

Hani Y.

Ténès

Saisie de 100 kg de drogue sur des plages

LES SERVICES de la Gendarmerie nationale (GN) ont effectué, les deux derniers jours, une saisie de 100 kg de drogue (cannabis) sur des plages de la daïra de Ténès, à 50 km au nord de Chlef, a-t-on appris, mardi, auprès du commandement du groupement territorial de ce corps constitué.

Les services de la Gendarmerie nationale ont été informés par le biais du numéro vert 10.55 de la découverte, par des citoyens,

d'un premier lot de 60 kg de cannabis rejeté par la mer, alors que le deuxième lot de drogues (40 kg) a été retrouvé, par des patrouilles sur les plages de Sidi Abderrahmane, de la même daïra, a indiqué à l'APS le lieutenant colonel Bouaroudj Omar, ajoutant que des investigations sont en cours en vue de déterminer leur provenance. D'autre part, une autre saisie de 4 336 bouteilles d'alcool a été effectuée, par

les mêmes services, alors que les services de la Police économique ont saisi un lot de 3 580 cartouches de cigarettes de différentes marques. Entre février et début mars courant, les unités du groupement territorial de la GN à Chlef ont traité 75 affaires, dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, et la protection des citoyens et de leurs biens, a signalé la même source.

R. N.

SELLAL ET SON HOMOLOGUE DU QATAR POSENT LA PREMIÈRE PIERRE DU PROJET DU COMPLEXE SIDÉRURGIQUE DE BELLARA



Djalou@hotmail.com

Endommagée par les crues à Fénéaïa-Ilmathen

«La conduite principale totalement réparée dans 4 jours»

■ La réparation de la conduite principale transférant l'eau potable à partir du barrage Tichi-Haf vers la ville de Béjaïa et ses environs devrait se terminer dans quatre jours.

Par Hocine Cherfa

ENVIRON 80% des 400 m de cette conduite qui ont été endommagés ont déjà été réparés. Ainsi, le rétablissement de l'alimentation en eau potable aux foyers qui en sont privés depuis dix jours se fera juste après. Pour rappel, le rétablissement de la conduite principale alimentant la ville de Béjaïa et les communes de l'est à partir de la source bleue a été effectué une semaine après et cela a permis le rétablissement de l'alimentation de la moitié des habitants de Béjaïa. Cependant, les 300 000 foyers restants et privés toujours de cette denrée rare dans la ville de Béjaïa et les communes voi-

sines dont Oued-Ghir, Amizour, El-Kseur, etc. n'est qu'une question de quelques jours. Par ailleurs, le WC 21 reliant Fénéaïa/Ilmathen à Amizour et Semaoune sera également réparé. Celui-ci a été endommagé par les crues de Oued Soummam et les eaux pluviales de la semaine dernière. Les travaux de réfection de ce chemin qui ont déjà débuté devaient s'étaler sur plus de deux mois, comme l'a déclaré Rachid Ourabah, directeur des travaux publics de la wilaya hier sur radio Soummam. Ce dernier a précisé que le pont n'a pas été endommagé mais il faudrait rétablir les remblais du pont et les compacter étape par étape. Ce qui est une bonne nouvelle pour

les habitants de ces régions qui commencent à s'impatienter déjà sur la réparation de cette route devenue totalement impraticable depuis les dernières intempéries. Les habitants sont coupés du monde et doivent faire des détours de plusieurs kilomètres pour gagner la RN 26 et vaquer à leurs occupations. Pour rappel, le wali s'est rendu sur les lieux avant-hier pour superviser les travaux qui ont été engagés par la NSTP et l'entreprise chinoise CRCC avec l'appui des engins de l'ANP. Les travaux consistaient au départ à dévier l'eau de l'oued et après intervenir pour le renouvellement de la conduite endommagée par les crues.

H. C.

Opération d'un détachement de l'ANP à Ain Defla

Trois terroristes abattus

Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte anti-terroriste, un détachement de l'ANP, relevant du secteur opérationnel d'Ain Defla (1^{re} Région militaire), a abattu, aujourd'hui 10 mars 2015 à 11h00, suite à une embuscade tendue près de la

localité de Tagrara, trois terroristes et a récupéré deux pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, une quantité de munitions, des subsistances d'approvisionnement, six téléphones portables, deux paires de jumelles et d'autres objets», précise la même source. Par ailleurs et dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la contrebande et le crime organisé, deux détachements de l'ANP, relevant du secteur opérationnel d'El Oued (4^e Région militaire), ont saisi lundi, dans deux opérations distinctes, «un véhicule utilitaire chargé de 700 kilogrammes de kif traité et un véhicule tout-terrain chargé d'une quantité de 1 000 litres de carburant», ajoute le communiqué du MDN.

(APS)